

AKTUELL

RESTAURATION SCOLAIRE

Des cantines plus durables

Tatiana Salvan

Priorité au bio et mesures antigaspi : de nouvelles initiatives en faveur d'une restauration plus saine et plus durable sont désormais appliquées à tous les restaurants des lycées publics du pays.

D'avantage de produits bios et locaux et moins de gaspillage : c'est le mot d'ordre de cette rentrée scolaire dans les cantines du pays. À cette fin, depuis le 1er septembre, les lycées publics et l'Université du Luxembourg recourent au système « Supply4Future » pour tous les achats alimentaires. Après une phase de test (woxx 1735) qui s'est révélée concluante, la nouvelle plateforme numérique d'approvisionnement, qui permet aux producteur·rices d'accéder plus facilement à la restauration scolaire, est en effet désormais généralisée aux 117 restaurants et cafétérias exploités par Restopolis, l'administration ministérielle en charge de la restauration scolaire et universitaire.

Conformément à la loi, des appels d'offres publics sont lancés sur cette plateforme, auxquels tous et toutes les producteur·rices et fournisseur·euses intéressé·es peuvent répondre, quelle que soit la taille de leur entreprise. Les offres sont ensuite évaluées selon des critères favorisant les produits bios et locaux, tandis que le prix joue désormais un rôle secondaire dans l'attribution des marchés. « Le critère de la régionalité est crucial. Il nous permet de favoriser au maximum la présence de produits issus de l'agriculture luxembourgeoise dans les assiettes des élèves, et cela via des chemins courts », a déclaré la ministre de l'Agriculture Martine Hansen au cours d'une conférence de presse. « En donnant une priorité aux produits locaux et en particulier biologiques, nous renforçons notre agriculture luxembourgeoise tant dans la diversification de ses produits que dans la transition vers une production durable », a appuyé son homologue à l'Éducation, Claude Meisch.

En plaçant le prix au second plan, les ministres espèrent en effet inciter les producteur·rices à se tourner davantage vers l'agriculture biologique, qui représentait toujours moins de sept pour cent de la surface agricole exploitée du pays en 2022, quand le plan d'action national Bio 2025 vise les 20 pour cent d'ici l'année prochaine. La demande en milieu scolaire est en tout cas présente : durant la phase pilote d'un an, les 13 établissements participants ont eu deux fois plus recours aux produits à la fois bios et locaux que ceux n'utilisant pas la plateforme, dépassant

largement les objectifs en la matière du PAN-Bio25 pour l'année 2024. En outre, le « tableau de bord (de la plateforme) sur les achats et l'utilisation des produits dans les cantines permet de formuler les perspectives des besoins de Restopolis », assurant « une plus grande prévisibilité », ont pointé les ministres.

Mais si les aliments bios et locaux vont davantage remplir les assiettes des élèves, pas d'inquiétude à avoir concernant le prix des repas, a assuré Monique Ludovicy, la directrice de Restopolis : « Si le recours à ces produits devait se confirmer avec l'utilisation généralisée de la plateforme, le gouvernement s'est dit ouvert à nous accorder plus de budget. Sachant que les producteur·rices proposant ces produits à un prix raisonnable seraient sû·res de remporter le marché, cela devrait créer une bonne dynamique. Cette stratégie n'aura aucun impact sur le prix de vente. »

Distribution gratuite

Outre la volonté de recourir à une production plus durable, d'autres mesures ont été mises en place ces dernières années pour limiter l'impact de l'alimentation sur l'environnement dans le cadre scolaire, notamment en matière de gaspillage. Depuis 2017, les usagers des cantines gérées par Restopolis ont ainsi la possibilité de réserver en ligne leur repas, jusqu'à cinq jours à l'avance désormais, ce qui permet aux restaurateur·rices de mieux planifier les quantités. Et depuis janvier, avec le concept « AntiGaspi 2 go », les invendus (produits ou plats chauffés pendant la pause déjeuner) sont distribués gratuitement à la fin de la journée, à raison d'un plat et d'un produit par convive (élève, enseignant·e, employé·e administratif·ve). Les repas non chauffés étant quant à eux proposés le lendemain comme plats « AntiGaspi ». Au cours de l'année scolaire écoulée, environ 60.000 plats et produits ont ainsi été distribués.

Dans cette même veine, Restopolis a revu ses critères concernant l'aspect des fruits et légumes, et laisse désormais leur chance aux « moches » avec l'action « Ugly food is beautiful » (littéralement : les aliments moches sont beaux).

Restopolis assure aussi vouloir renoncer au maximum à l'utilisation d'emballages et de produits à usage unique dans ses restaurants et cafétérias, où sont désormais d'ailleurs proposés des plats sans gluten pour répondre à une demande croissante et élargir l'offre de produits faits maison.

SHORT NEWS

Pas de démocratie sans société civile

(fg) – En pleine affaire Caritas, 33 ONG ont rappelé le rôle primordial de la société civile pour la démocratie, en manifestant symboliquement place Clairefontaine, à Luxembourg, le lundi 7 octobre. Ces associations, qui interviennent dans les domaines de l'environnement, de la solidarité internationale, de la justice sociale et des droits humains, expriment leur « profonde préoccupation par rapport aux orientations prises par le gouvernement vis-à-vis des ONG de façon générale et à l'aune de la gestion de la situation de la Fondation Caritas en particulier », écrivent-elles dans un communiqué. La manière dont les autorités ont géré les déboires de l'ONG catholique, victime d'un colossal détournement de fonds, révèle leur volonté de réduire « le rôle des ONG à de simples prestataires de services », selon elles. Les associations jugent ainsi que les autorités fragilisent « la société civile, clé de voûte de la démocratie, plutôt que de la renforcer, dans un contexte où celle-ci est attaquée de toute part ». En cherchant « à jeter le discrédit sur les ONG », la coalition vise à favoriser des « acteurs économiques dont le rôle et les modalités d'action seraient considérés comme plus vertueux », déduisent-elles, face à un gouvernement dont elles dénoncent l'orientation pro-business. Les ONG jettent ce petit pavé dans la mare alors que les tensions s'accumulent avec le gouvernement. Parmi les dossiers sensibles du moment, figure le projet du gouvernement de supprimer les subventions que perçoivent les ONG de développement pour réaliser leurs campagnes d'éducation et de sensibilisation en direction du public luxembourgeois.

Ministerium denkt über Bürger*innenbeteiligung nach

(mes) – In einer Antwort auf eine parlamentarische Frage hebt Umweltminister Serge Wilmes (CSV) am vergangenen Montag erneut die Wichtigkeit der Beteiligung der Öffentlichkeit an der Ausarbeitung des nationalen Energie- und Klimaplanes (PNEC) hervor. Im Juli hatte die Umwelt-NGO Méco die Regierung schon stark kritisiert: Es fehle an einem Dialog mit den eigens dafür eingeführten beratenden Organen wie dem „Observatoire de la politique climat“ (OPC), der „Plateforme climat“ sowie dem „Klima-Bürgerrot“. Der Méco moniert etwa, dass die neue Regierung die Klimaplattform kein einziges Mal einberufen habe – auch nicht in Hinsicht auf die Vorstellung der endgültigen Fassung des PNEC. Umweltminister Serge Wilmes beteuert zwar in seiner Antwort an Joëlle Welfring (déi Gréng), dass es schon anfangs 2023 ein Treffen mit der Plattform gab und dass der neue PNEC „weitestgehend auf dem Entwurf vom Juli 2023 basiert“. Doch die Fassung umfasst auch einige Änderungen wie die Förderung zur hiesigen Produktion von Wasserstoff, die nicht mit den Vorschlägen der beratenden Organe übereinstimmen. Im April 2024 kam es zu einem „Austausch mit der Europäischen Kommission, bei dem Mitglieder der Klimaplattform eingeladen waren“, erklärte das Umweltministerium auf eine frühere woxx-Anfrage (woxx 1797). Ein Treffen mit der Plattform soll nun Ende Oktober stattfinden, so der Minister weiter. Die Vorschläge des OPC habe man wiederum dem Jahresbericht von 2022 des „Observatoire“ entnommen. Mit den „ehemaligen Mitgliedern des Klima-Bürgerrot“ fand indessen kein Austausch statt, gibt der Minister an. Doch da wolle man darüber nachdenken, „wie die Bürger an künftigen wichtigen Entscheidungen beteiligt werden können“.

Woxx-Recherche schlägt Wellen

(ja) – Die Petition Nummer 3198, die sämtliche LGBTIQ-Inhalte aus den öffentlichen Schulen verbannen will, sorgt wieder für Polemik. Dies nicht, weil sie demnächst im Parlament debattiert wird, denn dafür ist noch kein Termin festgelegt. Grund ist ein offener Brief der Ettelbrücker Lokalsektion von „Déi Gréng“ und „Déi jonk Gréng“ an den Bürgermeister Bob Steichen (LSAP). Der Ettelbrücker Gemeindevater wird darin aufgefordert, sich zu seinem zweiten Schöffen Pascal Nicolay (CSV) zu äußern. Dieser hatte im Sommer die Anti-LGBTIQ-Petition unterschrieben, wie die woxx berichtete (woxx 1798). Pikant daran ist, dass Ettelbrück sich im Juli 2021 per Gemeinderatsbeschluss zur „LGBTIQ Freedom Zone“ erklärt hat, mit der Zustimmung von Nicolay. Dies war eine Reaktion auf queerfeindliche Politik in Ungarn, wo die Forderungen der Petition 3198 umgesetzt sind. So wird zum Beispiel im „Pride Month“ Juni in Ettelbrück die Regenbogenfahne am Rathaus gehisst. Gegenüber dem „Luxemburger Wort“ gab Nicolay an, die Petition „aus privaten Beweggründen“ unterschrieben zu haben. Bürgermeister Steichen wird mit den Worten „Weder ich noch Herr Nicolay stellen die Motion von 2021 infrage“ zitiert. Die Frage, warum die „privaten Beweggründe“ von Nicolay sich offenbar nicht mit seinen öffentlichen politischen Positionen decken, blieb bisher unbeantwortet.